

## Emmanuel Macron Président de la République

### *Les marchés attendent désormais les réformes...*



Après un entre-deux tour très médiatique et des échanges particulièrement vifs entre les deux prétendants à la magistrature suprême, les électeurs ont choisi Emmanuel Macron. Ce n'est pas une surprise mais c'est une bonne nouvelle pour les marchés qui savent désormais que leur pire scénario est écarté. Ce n'est cependant pas encore l'épilogue de l'incroyable ascension du plus jeune Président que la cinquième République ait connu.

Le Président de la République nouvellement élu va en effet devoir s'attacher à obtenir une majorité stable et favorable à son projet à l'Assemblée Nationale pour pouvoir l'appliquer. Nos gérants, Victoire de Trogoff et Vincent Durel évaluent dans leurs commentaires ci-dessous, l'impact attendu de cette élection sur l'économie et les marchés.

#### **Les réactions des gérants actions européennes et actions françaises de Fidelity à Paris**



**« Pour les marchés, le chemin est fait et les fondamentaux ont repris le dessus. Or, plus de deux tiers des sociétés européennes ont dépassé les attentes au premier trimestre de 10 % en moyenne, avec une croissance de 25 % des résultats »**

**Victoire de Trogoff**  
Gérante actions européennes

La victoire prédictible d'Emmanuel Macron est confirmée. Ce scénario était en partie joué par le marché depuis quelques semaines, et clairement anticipé depuis les résultats du premier tour. En effet tous les sondages montraient un écart d'une vingtaine de points, entre les deux candidats que seule une mobilisation extrêmement opposée dans chacun des camps aurait pu faire mentir.

Sur le sujet politique, l'attention va désormais se porter sur les législatives. En effet, au premier tour, seuls 43 % des votants en faveur du candidat « En Marche ! » déclarent avoir voté par conviction. Les autres votes en sa faveur étant des votes guidés par le calcul ou le dépit. Le score de 23 % du premier tour, est par ailleurs historiquement faible pour un Président élu. Ainsi, avec un taux d'approbation si faible, la capacité d'Emmanuel Macron à appliquer son programme n'est pas garantie.

Néanmoins pour les marchés, le chemin est fait et les fondamentaux ont repris le dessus. Or, plus de deux tiers des sociétés européennes ont dépassé les attentes au premier trimestre de 10 % en moyenne, avec une croissance de 25 % des résultats. Ces résultats très encourageants, qui tranchent avec les six dernières années, ont poussé les allocataires globaux à s'intéresser à l'Europe. Les flux entrants ont repris depuis quelques semaines et portent les indices.



**« En combinant la transformation du CICE en baisse structurelle de charges avec la baisse prévue du taux d'impôt pour les sociétés à 25 %, on peut calculer un impact positif théorique de l'ordre de 10 % sur les résultats des entreprises françaises, ce qui permettra de dégager des ressources supplémentaires, notamment pour l'investissement »**

**Vincent Durel**

Gérant actions françaises et européennes

Si on prend l'hypothèse que le mouvement « En Marche ! » obtienne une majorité absolue aux prochaines élections législatives, le nouveau Président, réformateur centriste pro-européen, sera en mesure de mettre en place un programme économique visant à réduire les déficits publics et accélérer la croissance économique du pays. Son élection aura donc un impact favorable sur le risque politique en Europe, sur le rating de la France et sur ses perspectives économiques.

Plus spécifiquement, le programme d'Emmanuel Macron aura des impacts favorables sur les résultats des entreprises ainsi que sur plusieurs secteurs d'activités. Ainsi en combinant la transformation du CICE en baisse structurelle de charges avec la baisse prévue du taux d'impôt pour les sociétés à 25 %, on peut calculer un impact positif théorique de l'ordre de 10 % sur les résultats des entreprises françaises, ce qui permettra de dégager des ressources supplémentaires, notamment pour l'investissement. Les secteurs d'activité qui présentent une plus forte intensité en termes de ressources humaines tels que les services informatiques, le travail temporaire ou les medias par exemple, bénéficieront davantage de ces dernières mesures.

En outre, l'introduction d'une « flat tax » de 30 % sur les revenus financiers et sur les plus-values sera favorable à tous les investissements financiers, à l'exception de l'assurance vie, qui est actuellement soumise à une taxe de 22,5 % après huit ans de détention.

Le plan d'investissement de 50 milliards d'euros sur 5 ans bénéficiera quant à lui, aux secteurs des services énergétiques et de la construction qui seront exposés à hauteur de 15 milliards d'euros. Les services informatiques bénéficieront pour leur part de 10 milliards d'investissement pour la modernisation des services publics et du système de santé.

Enfin, les transports publics et l'agriculture bénéficieront de 5 milliards d'euros d'investissement chacun et le secteur des télécoms pourrait connaître une nouvelle tentative de consolidation. En effet, si comme annoncé pendant la campagne, Emmanuel Macron décide de réduire, voire de vendre, la participation de l'Etat dans Orange, cela pourrait rebattre considérablement les cartes du secteur.